



SPECIAL
AMÉRIQUE LATINE

LA LETTRE DE L'ASSOCIATION DES AMIS DE LA BDIC & DU MUSÉE

N° 8/9 AVRIL-SEPTEMBRE 1983

I.S.S.N. 0293-2245

EDITORIAL

Marx et Bolivar



Faisant le bonheur ou la fortune des éditeurs et des gazetiers, voire des historiens, les centenaires reviennent avec la belle et rassurante régularité du beaujolais nouveau. L'année 1983 sera bonne : traité de Versailles — celui de 1783, qui marqua l'indépendance des États-Unis — et naissance de Bolivar, en 1783, à Caracas ; mort de Karl Marx et, par un singulier effet de chiasme, naissance de Mussolini ; sans parler de l'arrivée des armées de Tamerlan sur la Caspienne (1383) ou du siège de Vienne par les Turcs (1683) ... Une sage et réfléchie décision ayant désigné en Marx le centenaire de l'année, il nous faudra attendre le 24 juillet pour vérifier si ces journaux attentifs à évoquer par le menu la vie et l'œuvre du père putatif du « marxisme », auront au moins une pensée émue pour Simon Bolivar, le *Libertador*.

Si légitimes que puissent en être les motifs, cette inégalité de traitement n'en apparaît pas moins doublement exemplaire. Exemplaire, d'abord, non tant de ce que d'aucuns stigmatiseront comme de l'eurocentrisme, que de la place qu'occupent dans la hiérarchie des « savoirs » les études latino-américaines. Exemplaire, surtout — et à travers Marx lui-même, c'est là le plus piquant — des hypothèques et des *a priori* que doit affronter ici l'historien.

On peut se demander en effet si l'Amérique latine pourra jamais pardonner à Marx son article de 1858 sur « Bolivar y Ponte ». Pauvreté des sources et de l'information, inexactitudes et approximations dans la reconstruction des faits, lacunes et silences, tout a été dit sur ce texte écrit à la demande de Charles A. Dana pour *The New American Cyclopaedia*¹. Mais s'il n'y apprendra rien sur la libération de la Colombie ou du Pérou, le lecteur de Marx y retrouvera du moins une musique familière.

Ce Bolivar qui commence — du moins son biographe improvisé le croit-il — par une forfaiture, ce « Napoléon des retraites », incapable de terminer une guerre et, « comme la majorité de ses compatriotes, incapable de tout effort de longue haleine », cet ambitieux qui, s'étant octroyé les pleins pouvoirs en Colombie, joue de sa garde prétorienne pour se faire proclamer dictateur du Pérou, cet aventurier qui donne « libre cours à ses tendances au despotisme », ce nostalgique des fastes de la cour, cet agité amoureux de son hamac et qui ne goûte rien tant — Marx reprend ici un texte de Ducoudray-Holstein — que s'écouter parler et porter des toasts, ne te rappelle-t-il pas quelqu'un, ami lecteur ?

Cette ressemblance troublante, Marx va nous en livrer la clé dans une lettre à Engels du 14 février 1858 où il s'explique sur son « Bolivar » : « ... Je suis à coup sûr quelque peu sorti du ton encyclopédique. Ça aurait été passer la mesure que de prétendre présenter comme Napoléon Ier la canaille la plus lâche, la plus brutale et la plus misérable. Bolivar est le véritable Soulouque ». L'évocation de l'empereur haïtien Augustin Ier — personnage qui, avec Caligula, hante l'imaginaire historique de Marx — nous transporte en effet sans rupture dans une des plus belles pages du *XVIII Brumaire* :

« A la cour, dans les ministères, à la tête de l'administration et de l'armée, se presse une foule de drôles, dont on peut dire du meilleur qu'on ne sait d'où il vient, toute une bohème bruyante, mal famée, pillarde, qui rampe dans ses habits galonnés avec la même dignité grotesque que les grands dignitaires de Soulouque ». La figure de Soulouque, aussi bien, fonctionne comme le « moyen » d'un syllogisme ; comme l'élément syntaxique qui articule les deux textes et, partant, les deux personnages : Napoléon III et Bolivar.

1. On en trouvera la traduction française dans *Cahiers de l'ISEA, Études de Marxologie* de décembre 1968. Quant aux réactions provoquées par ce texte en Amérique latine, on se reportera à l'introduction et aux notes de Pedro Scaron à K. Marx, F. Engels, *Materiales para la historia de América Latina* (Cordoba, Cuadernos de Pasado y Presente, 1972), ainsi qu'à José Arico, *Marx y América Latina* (Lima, Centro de Estudios para el Desarrollo y la Participación, 1980).

I.H.E.A.L. de quoi se saisir et une source intéressante d'information. L'I.H.E.A.L. compte aussi avec beaucoup de travaux de sociologie, particulièrement utiles à une réflexion sur l'histoire sociale.

Il existe trois centres de documentation qui dépouillent systématiquement les articles de revues à caractère scientifique, d'un nombre important de journaux et de revues politiques. Il s'agit du Centre de Documentation de l'I.H.E.A.L., de ceux de la F.N.S.P. et de la Documentation

et américains.

Ce bref « voyage » dans les bibliothèques parisiennes ne prétend pas épuiser la liste de livres, brochures ou journaux existant à Paris. Les matériaux pour l'histoire sociale représentent à eux seuls une masse considérable de documents impossible à synthétiser en quelques lignes et un cadre semblable peut être dessiné en ce qui concerne les problèmes économiques ou de politique générale.

Edgardo BILSKY



NOTES SUR L'ÉMIGRATION FRANÇAISE EN AMÉRIQUE LATINE ET SON RÔLE DANS LES MOUVEMENTS SOCIAUX

Les émigrés français en Amérique latine ont eu un rôle important dans divers domaines, politique, culture, finances, industrie, agriculture, et ceci pendant plus de cent ans, entre le début du XIXe siècle et les premières décennies du XXe. Malgré cette importance et bien qu'il y a quelques études partielles d'une grande valeur, il n'existe pas — à notre connaissance — une recherche globale sur ce sujet. Nous voulons ici, seulement, exposer les points de départ et les problèmes pour une étude plus approfondie sur l'importance globale de l'immigration française dans divers pays latino-américains et présenter quelques conclusions d'une recherche en cours, axée de préférence sur les émigrés en Argentine et leur rôle dans les mouvements sociaux.

La place privilégiée donnée à l'Argentine n'est pas le produit du hasard. Car c'est le pays latino-américain qui a reçu le plus grand nombre de Français et où, étant donné les caractéristiques particulières du développement capitaliste argentin, les étrangers eurent un rôle considérable.

Cela nous amène à distinguer deux types différents d'émigration française en Amérique latine, bien qu'ils se croisent souvent. D'un côté, il y eut une émigration individuelle ou par groupes, généralement à caractère politique et de l'autre, un processus social, massif, qui caractérisa divers pays européens entre 1830 et 1950, dont aussi la France.

Une telle recherche globale présente plusieurs difficultés. D'abord, un premier problème d'envergure est celui de déterminer avec précision le volume réel de l'émigration française. Les statistiques françaises ne comptaient que les émigrés partis de certains ports et dans des bateaux de plus de quarante personnes. Cela suppose la comparaison avec les statistiques latino-américaines qui ne sont pas non plus toujours très exactes.

Approfondir la recherche sur l'émigration sociale, massive de la deuxième moitié du XIXe siècle en Amérique latine, suppose aussi faire des recherches spécifiques dans des archives régionales et locales — comme celles faites à Toulouse — dans les années 1970-1980 pour l'Aveyron — et aussi dans les pays d'accueil.

Pour l'émigration politique se présentent aussi des problèmes d'importance. Les conditions de clandestinité des voyages des réfugiés qui quittaient la France créent des difficultés pour connaître leurs activités en Amérique latine. Il est évident que les diverses archives de l'État français, comme les rapports policiers et diplomatiques, restent l'une des sources les plus importantes.

D'autre part, les publications politiques républicaines, socialistes, anarchistes, syndicalistes, franc-maçonniques et d'autres, constituent aussi une source importante. Non seulement sont utiles les publications contemporaines aux faits étudiés, mais aussi celles des périodes postérieures, car elles contiennent souvent des renseignements rétrospectifs. Quelques ouvrages à caractère général, des histoires politiques et des mémoires de voyageurs et d'émigrés nous fournissent aussi de précieuses données. Dans la région parisienne, la BDIC, avec d'autres institutions, occupe une place importante pour l'étude de ces documents. Particulièrement importants sont ses fonds sur « les Français à l'étranger ». Il va de soi que les sources latino-américaines, dont une partie non négligeable se trouve en Europe, sont fondamentales.

Suivant la périodisation établie par l'historien chilien Marcelo Segall, il est possible de compter cinq vagues dans l'émigration française en Amérique latine¹. La première fut celle des militaires et des vaincus de la Sainte-Alliance, poursuivis par la Restauration, dont ses membres participèrent parfois aux luttes pour l'indépendance des anciennes colonies espagnoles. La deuxième et la troisième furent celles des réfugiés des révolutions de 1830 et 1848. Les communards exilés forment la quatrième vague et la dernière les militants européens fuyant le fascisme, dont les Français.

Ce sont les communards qui eurent le rôle le plus important dans les origines des mouvements sociaux modernes de

1. Segall, Marcelo, « En Amérique latine. Développement du mouvement ouvrier et proscriptions », in *International Review of Social History*, Amsterdam, Num 17, 1972.

quelques pays latino-américains. Cependant, parmi les générations précédentes, on doit citer quelques noms. Le principal diffuseur de Fourier dans l'Amérique du Sud fut Eugène Tardonnat, qui développa une intense activité de propagande en Argentine, en Uruguay et au Brésil. En 1842, il publia *Le Messager Français* à Montévidéo et en 1845, *La Revue Socialiste* à Rio de Janeiro.



Alexis Peyret, qui avait participé aux événements parisiens de 1848, arrive en Uruguay où il sera professeur d'histoire au Collège national de Montevideo pour passer ensuite en Argentine. Dans ce pays, il sera l'organisateur des premières colonies agricoles et dans les soixante collaborera à *El Artesano*, journal de propagande socialiste et de défense des intérêts des artisans de Buenos Aires. En 1889, Peyret sera le représentant des « Groupes socialistes » de Buenos Aires à la réunion internationale de Paris.

L'un des plus célèbres militants français en Amérique latine à cette époque fut Elisée Reclus, qui séjourna en Colombie entre 1855 et 1857. Dans ce pays, il s'intéressa à l'étude des perspectives du socialisme agraire et développa quelques projets scientifiques qui ne seront pas considérés par le gouvernement colombien². Avec ses récits sur l'expérience vécue, Reclus contribuera plus tard à faire que quelques exilés de la Commune aillent en Amérique latine.

Au Chili, quelques émigrés à la suite des événements de 1848-1851 menèrent une activité de propagande républicaine liée à la franc-maçonnerie. Parmi eux, Charles Delescluze, qui avait participé à la « Nouvelle Montaigne » et Alphonse Gent, républicain proche de Gambetta. Un autre émigré de cette époque au Chili fut Jean-Jacques Pillot qui, après être rentré en France, participera à la Commune³.

Parfois, les théories de Proudhon, Fourier, Leroux, Quinet et d'autres arrivent en Amérique latine par des voies indirectes et connaissent une grande diffusion dans certains pays. Un grec, Rodhacanaty, introduisit les pensées proudhoniennes et bakouniniennes au Mexique. Esteban Echeverria, un Argentin qui avait séjourné à Paris, contribuera à la vulgarisation des idées de Saint-Simon.

Particulièrement important pour le développement du mouvement ouvrier naissant de certains pays de l'Amérique du Sud, fut le rôle des communards exilés. Ils s'installèrent d'abord en Argentine, en Uruguay et au Chili.

En Argentine, ils eurent une participation décisive dans la formation d'une Section française de l'AIT, qui fut le premier pas dans la constitution d'une Fédération locale de l'Association Internationale des Travailleurs. Au Chili, également, les communards jouèrent un certain rôle dans la propagande socialiste et nombreux parmi eux participèrent à la colonisation de la Patagonie⁴.

Bien que les Français se soient éparpillés dans divers points d'Amérique latine, il est incontestable que le plus grand nombre s'est établi dans les pays où le besoin de main-d'œuvre pour soutenir le développement capitaliste, axé sur l'exportation agricole, amena à avoir recours à

l'immigration européenne. Ces pays furent surtout l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil.

Entre 1875 et 1887, 44 % des émigrants français d'outre-mer allèrent en Argentine et en Uruguay ; 41 % aux États-Unis et au Canada ; 5 % au Brésil et les 8 % restant dans les autres pays latino-américains. En 1901, le nombre de Français établis en Argentine était de 94 000, en Uruguay il y en avait 12 900, 10 000 au Brésil, 7 800 au Chili, 4 000 au Mexique et 8 000 dans divers autres pays⁵.

Ces chiffres montrent que l'Argentine fut le pays d'accueil par excellence de Français en Amérique latine. Cependant, en Uruguay, l'immigration française fut importante, surtout dans les premières décennies du XIXe siècle. En 1843, sur 31 189 habitants que comptait la ville de Montévidéo, 19 252 étaient des étrangers, dont 10 200 Français⁶. Ce dernier chiffre comprenait 3 819 volontaires de la « Légion française ». Il est certain que la présence militaire française au Rio de la Plata à l'époque de l'intervention « anglo-française », fut un facteur qui favorisa l'arrivée de nombreux émigrés.

L'essor des exportations agricoles — d'abord la laine, et après la viande bovine et les céréales — accéléra en Argentine la transformation capitaliste du pays, à partir de la deuxième moitié du XIXe siècle. Le besoin d'attirer la main d'œuvre étrangère pour l'agriculture et l'artisanat, donnera lieu à un phénomène immigratoire qui compte parmi les plus importants du monde moderne et non pas seulement par le volume d'arrivées, mais aussi par la haute proportion d'étrangers par rapport à la population pré-existante.

Entre 1857, date du début de l'immigration systématique, et 1914, plus de 6 millions d'étrangers arrivent au pays. Environ la moitié y restera définitivement. Du reste, une partie était des travailleurs saisonniers qui venaient pour les récoltes et une autre partie des paysans qui ne parvenaient pas à la propriété de la terre à cause de la persistance du régime des grandes propriétés foncières.

Sur un total de 4 711 013 arrivés — ce chiffre exclut les immigrés rentrés par la voie de Montévidéo — entre 1857 et 1915, 2 289 933 étaient des Italiens, 1 492 848 des Espagnols, 225 049 Français, 135 962 Russes, 121 177 Ottomans, 81 186 Autrichiens, 62 329 Allemands, 56 448 Anglais, 33 326 Suisses, 23 091 Belges et 189 664 de diverses nationalités⁷.

Les Français venaient au 3ème rang. Cependant, leur importance relative fut plus grande dans les premières décennies du processus immigratoire. Au début, le rythme d'arrivée fut lent : 1 105 entre 1857 et 1860 et 8 371 entre 1861 et 1870. Dans les dix années suivantes, le rythme s'accéléra : arrivent 32 717 Français. La crise économique et les événements de la Commune sont la cause de cette augmentation. Un nouveau et brusque bond fut enregistré entre 1881 et 1890 : 93 843 immigrés. Cette augmentation est due à la subvention officielle des passages par mer. Dans la décennie suivante, la crise économique fera diminuer le rythme et n'arriveront que 26 600 Français. Avec le nouveau siècle, la progression continuera avec 43 778 et entre 1911 et 1914, arrivèrent 18 635 Français⁸.

A ces chiffres, il faut ajouter un certain nombre qui arrivaient par Montevideo. D'ailleurs, une partie de ces Français rentrera en France, après avoir échoué dans leur tentative de faire fortune.

2. Reclus, Elisée, *Voyage à la Sierra Nevada de Sainte-Marthe. Paysages de la Nature Tropicale*, Paris, Hachette, 1881.

3. Marcelo Segall, *loc. cit.*, pp. 327-330.

4. Pour le rôle des communards au Chili et en Amérique latine en général, voir l'article déjà cité de Marcelo Segall.

5. Service national des statistiques. Direction de la statistique générale. Études démographiques num. 4, *Mouvements Migratoires entre la France et l'étranger*, Paris, Imprimerie Nationale, 1943.

6. Lamas, Andrés, *Notice sur la République Orientale de l'Uruguay*, Paris, 1851.

7. *Extracto Estadístico*, Buenos Aires, 1915.

8. *Ibidem*.

Les recensements nationaux et municipaux de Buenos Aires — dont les proportions sont à peu près les mêmes que celles de l'ensemble du pays — nous permettent de suivre l'évolution du pourcentage des Français dans la population totale du pays et dans la population étrangère. En 1869, 14 180 Français séjournant à Buenos Aires constituaient 7,5 % de la population totale et 15,8 % de la population étrangère. En 1887, le nombre était de 20 031 et les pourcentages de 4,6 et 8,7 respectivement. En 1895, 33 185 Français représentaient 4,9 % du total et 9,7 % des étrangers. En 1904, ils étaient 27 574 et les proportions étaient de 1,8 et 6,4 et finalement, en 1914, le nombre demeurait presque le même, 27 293, mais les pourcentages avaient diminué : 1,7 pour la population globale de la ville et 4,5 pour la population étrangère⁹.

Ces chiffres montrent que la présence des Français était particulièrement importante au début de la grande vague immigratoire et comparable à celle des Espagnols. La diminution postérieure de la proportion des Français est la conséquence de trois facteurs : d'abord, de la stabilisation jusqu'à la première guerre mondiale du volume d'arrivées. Deuxièmement, l'augmentation de la proportion d'Argentins. L'Argentine avait adopté le principe du *jus soli*, les fils des immigrés avaient la nationalité argentine. Troisièmement, l'augmentation des volumes d'immigration d'autres nationalités comme les Espagnols et les Russes.

L'importance sociale, économique et politique de l'immigration française en Argentine dépasse largement son importance quantitative. Cela est la conséquence d'une part, du fait que les Français arrivent massivement en Argentine au moment où le développement capitaliste était encore en plein démarrage et d'autre part, du niveau de qualification qu'ils avaient par rapport aux immigrés italiens ou espagnols. D'ailleurs, la relative facilité des émigrants français pour bien se placer dans l'échelle sociale est une caractéristique commune à tous les pays latino-américains. Guy Bourde a affirmé que l'immigration française en Argentine s'approchait de ce qu'il appelait « une immigration de cadres » et P. Berne disait que les Français appartenaient à « l'aristocratie de l'immigration »¹⁰.

En réalité, la plupart des immigrants français étaient des paysans, des ouvriers et des artisans provenant en grande partie des départements du Midi. Mais il y avait aussi des instituteurs, des petits commerçants et des intellectuels. Malgré l'origine populaire de la majorité des Français, ils étaient plus qualifiés généralement que l'ensemble des Italiens et des Espagnols.

C'est particulièrement dans l'activité viticole que certains Français réussirent. Les ouvriers vigneron s'associaient et devenaient parfois des petits patrons, imitant les techniques françaises de la production de vins. Ils réussirent avec un certain succès à faire concurrence aux produits français, ce qui ne laissait pas de provoquer des réactions d'alarme en France¹¹.

La plupart des Français émigrés — comme d'ailleurs les autres Européens — restaient dans la ville de Buenos Aires et dans les provinces plus développées du littoral pampéen. Cependant, il y eut certains cas de colonisation agricole réussie comme celle de la Colonie Pigüé, qui, à partir de 162 personnes provenant de l'Aveyron, attira ensuite nombre de leur compatriotes de différents points de l'Argentine et de l'Amérique latine¹².

Quelques émigrés réussirent à faire fortune, grossissant par la suite les rangs de la grande bourgeoisie argentine. Ce fut le cas de Jean Lanusse — devenu après Juan Lanus — et de Pierro Luro et Cambaceres. Cependant, plus nombreux furent ceux qui allèrent contribuer à la formation des classes moyennes. En 1877, à Buenos Aires, 7,8 % des propriétaires du secteur commercial étaient des Français et les patrons et ouvriers de cette nationalité formaient environ 10 % de l'artisanat et des activités industrielles¹³. Le reste fera partie du prolétariat en formation, se plaçant comme ouvriers, cuisiniers, ou employés de commerce.

Les émigrés français eurent un rôle important dans le processus de formation du mouvement ouvrier argentin. Ce rôle fut décisif surtout dans les premières périodes. Les pre-

miers exilés de la Commune, arrivés à Buenos Aires au cours de 1872, constitueront le 28 janvier de l'année suivante la Section Française de l'Association Internationale des Travailleurs qui sera le point de départ pour une activité de l'A.I.T. en Argentine. Ensuite, la section française avec deux autres, une italienne et une espagnole, constitueront un Conseil Fédéral, dont le secrétaire était un Français, A. Aubert. Dans son cas, comme probablement aussi dans celui d'E. Flaesch qui signait sa correspondance au Conseil Général de Londres de l'AIT comme « Fondateur de l'Internationale à Buenos Aires », il s'agit probablement d'un pseudonyme. D'autres dirigeants furent Désirée Job, militant blanquiste, qui avait joué un rôle important dans la Commune de Marseille et Raymond Wilmart, belge d'origine, mais qui avait représenté les sections de Bordeaux au congrès de l'Internationale en 1872¹⁴.

L'activité de la Section Française — qui, en juin 1873, comptait 130 membres — fut surtout la propagande socialiste et quelques tentatives d'organisation des travailleurs. Probablement ces activités attirèrent l'attention du gouvernement argentin et, sous le prétexte de sa participation à une conspiration, le siège de la Section française fut perquisitionné par la police le 14 mars 1875 et onze militants arrêtés et torturés avant d'être libérés un mois après. Ces militants, français pour la plupart, étaient : Jules Aubergne, Henri Borubers, Ernest Deschamps, François Dufour, Joseph Dufour, Jules Dubois, Désirée Job, Joseph Loumel, Paul Cug, Mathieu Millot et Francisco Roca¹⁵. Les sections argentines de l'AIT furent dissoutes en 1876. Bien qu'elles se heurtaient aux illusions d'ascension sociale et d'un développement pacifique du capitalisme argentin de la part de beaucoup de travailleurs immigrés, leur contribution à l'évolution du mouvement ouvrier fut importante.

Dans la même époque, mais sans que l'on sache s'il avait des liens avec la section française, Stanislas Pourrille, qui avait participé à la Commune sous le pseudonyme de « Blanchet », fit paraître entre le 9 juillet 1875 et le 24 janvier 1876, *Le Républicain*, qui soutenait les idées républicaines.

Un autre Français, Jean Baux, se trouvait à Buenos Aires vers 1878 et de là, il adressa une lettre polémique à Elisée Reclus, qui lui répondit à son tour. Dans la même année, Gauthier, probablement un autre ancien communard, dirigea la première grève soutenue par une société syndicale, celle des typographes.

L'accélération du développement capitaliste pendant les années 1880-1890 fit grossir les rangs du prolétariat et donna lieu à la multiplication des syndicats et à l'activité des groupes socialistes et anarchistes. La présence des Français dans le prolétariat, bien que minoritaire par rapport aux Italiens et aux Espagnols, continuait à être non négligeable. Ainsi l'attestent quelques journaux ouvriers qui incluaient des articles en français. Par exemple, le journal anarchiste

9. Recensements nationaux de 1869, 1895 et 1914 et recensements municipaux de 1887 et 1904.

10. Bourde, Guy, *Urbanisation et Immigration en Amérique latine, Buenos Aires*, Paris, Aubier, 1974 et P. Berne, *L'immigration française en Argentine*, Paris, Jouvé et Cie, cité dans *Mouvements Migratoires entre la France et l'étranger*, éd. cit., p. 49.

11. Valicourt, Charles Comte de, *L'émigrant français et sa condition en Argentine*, Berger-Levrault et Cie, Paris/Nancy, 1898.

12. Bannasar, Bartolomé, « La inmigración francesa a la Argentina a finales del siglo XIX : el caso de la colonia de Pigüé y el problema de las fuentes », in Konetzke, Richard et Kellenbenz, Hermann, *Jahrbuch für Geschichte Staat Wirtschaft und Gesellschaft Lateinamerikas*, 13, 1976.

13. Guy Bourde, *op. cit.*, pp. 223-225.

14. Très important pour connaître ces militants, c'est le *Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français*, dirigé par Jean Maitron.

15. Pour l'ensemble de l'activité de l'AIT en Argentine et de la Section française, voir notre travail, *La Primera Internacional y los Orígenes del Movimiento Obrero en Argentina. 1859-1879*, Paris, CEHSAL, 1980.

El Perseguido fit paraître, dans son premier numéro, en 1890, un manifeste trilingue, en espagnol, italien et français.

Les socialistes français en Argentine participèrent activement au processus de constitution du parti socialiste argentin entre 1890 et 1896. En 1891, ils s'organisèrent dans le groupe « Les Égaux » qui publia le journal *L'Égalité*. Parmi d'autres, les militants les plus connus furent : Georges Ballet, Adan Dombrowsky, Henri Thull, Achille Cambier, Hyppolite Curet, Carlos Mauli — italo-autrichien d'origine, mais marié à une Française — N. Fourquet, N. Lemonnier, Leorillu, Saupiche et Vatard. En 1894, Achille Cambier qui, par la suite représentera l'Argentine dans la Deuxième Internationale, publia le journal *L'Avenir Social*. Émile Dumas, qui sera après militant socialiste en France et député du Cher, milita aussi à Buenos Aires dans les années 1890-1895.

Les Français eurent aussi dans l'anarchisme de ces années-là un rôle important. En deux séries — avec treize numéros entre le 23 janvier et le 17 avril 1893 et vingt-six numéros entre le 18 mars et le 9 septembre 1894 — parut *La Liberté*. Les journaux étaient édités par un groupe d'anarchistes français, formé par Pierre Quiroule — pseudonyme de Joachim Alexis Falconnet, écrivain et journaliste d'intense activité jusqu'aux années trente —, Alex Sadier, collaborateur de *Les Temps Nouveaux*, Jean Raoux, dit « Le Mar-

seillais », qui avait milité à Paris parmi les cordonniers, François Denambride, devenu anarchiste en Argentine et le belge Émile Piette.

Relativement proche de ce groupe était le très bien connu anarcho-terroriste Auguste Vaillant qui, avant de rentrer en France, séjourna quelque temps en Argentine où il fit des tentatives d'organisation et de soulèvement des colons agricoles de la région du Nord-Est. Un autre journal, mais moins important que *La Liberté*, fut *Le Cyclone*, publié en 1895.

Finalement, une Française, Gabrielle de Coni, qui avait été collaboratrice de *L'indépendant* et *Le Journal*, sera l'une des principales inspiratrices du courant syndicaliste révolutionnaire, né en 1906, d'une scission du Parti Socialiste, où elle était dirigeante. Elle mourut à Buenos Aires en janvier 1907.

De nombreux Français retournèrent en France. D'autres demeurèrent en Argentine et leurs descendants devinrent argentins. Peu à peu la communauté linguistique française disparaissait du mouvement ouvrier. Ils continueront à se manifester lorsque quelques personnages importants de la politique française comme Jean Jaurès, Clémenceau, Anatole France ou Briand visiteront l'Argentine.

Ricardo FALCON

LES ORIGINES DU MOUVEMENT OUVRIER AU GUATEMALA (1878-1932)

Malgré l'accumulation du capital rendue possible grâce à la vente publique des biens du clergé en 1871, le processus d'industrialisation du Guatemala ne put se développer. Les rares industries créées, principalement dans le secteur textile, restèrent isolées par rapport à l'ensemble des activités économiques du pays, encore largement dominées par l'agriculture de subsistance. L'essor industriel était impossible sans la formation d'un marché national.

Issue de ce processus, la nouvelle oligarchie composée des caféiculteurs se montra, dans l'ensemble, plutôt indifférente à l'ébard du développement de l'industrie. Néanmoins, à partir de 1878, on assiste à l'implantation de quelques industries artisanales qui, à la fin du XIXe siècle, se transformèrent en manufactures. Tel est le cas des ateliers de tissage, des cordonneries, ainsi que de certaines scieries et de plusieurs brasseries.

Cette caractéristique s'affirma au début du XXe siècle, grâce à un afflux de capitaux privés appartenant pour la plupart à des ressortissants allemands, espagnols, chinois, turcs et nord-américains. Il semble que de tels investissements, de même que la création de l'enclave bananière, aient été facilités par la crise des cours mondiaux du café entre 1897 et 1918.

On observe donc, en dépit de ses limitations structurelles au Guatemala, l'amorce d'une activité industrielle urbaine propice à la formation de noyaux d'ouvriers.

D'autre part, la construction des chemins de fer et des ports maritimes sur les côtes atlantique et pacifique, de même que la consolidation de l'enclave bananière et l'expansion de la production sucrière, provoquèrent à leur tour l'apparition d'autres noyaux ouvriers.

Ce prolétariat à l'état embryonnaire se trouvait donc composé d'individus de souche paysanne récente : les uns avaient migré — pour la plupart vers la capitale — en quête de la promotion sociale préconisée par la « Réforme Libérale » ; les autres avaient subi les conséquences des changements occasionnés par la construction de l'infrastructure et l'introduction de nouvelles formes de production dans l'agri-

culture. Dans une certaine mesure, les premiers ouvriers trouvèrent également leur origine parmi les artisans.

A ce qu'il semble, la grande majorité des artisans approuva dans un premier temps le programme libéral, au nom du progrès et du changement. Cependant, les conditions sociales, économiques et politiques (notamment celles prévalant sous la dictature d'Estrada Cabrera, entre 1898 et 1920), aggravées par les calamités naturelles ainsi que par la récession économique (due à la chute des cours du café) entraînèrent une radicalisation des idées politiques des artisans. De même, elles favorisèrent l'accroissement des organisations ouvrières à partir de 1918.

Les objectifs des organisations mutualistes qui donnèrent naissance au mouvement ouvrier guatémaltèque portaient sur des améliorations de salaire et de travail que l'indifférence manifestée par le patronat et l'État vis-à-vis des conditions de vie des travailleurs rendait nécessaire. Animés par la recherche de prébendes et de résultats immédiats, les ouvriers cédèrent à l'individualisme, ce qui facilita l'imposition d'un contrôle sur les mutualités de la part du gouvernement et l'exercice d'une oppression extra-économique sous la dictature d'Estrada Cabrera.

L'oppression extra-économique atteignit des proportions telles que bon nombre d'artisans — recrutés parmi les tailleurs, les charpentiers et les menuisiers — furent contraints au travail forcé dans les casernes et les dépendances de l'État. Des abus de cette sorte concoururent au renforcement de la conscience des travailleurs dont la première expression à travers une expérience de lutte fut l'insurrection Unioniste de 1920, qui mit fin à la dictature d'Estrada Cabrera.

Les déplorables conditions sociales, économiques et politiques auxquelles se trouvaient confrontés les artisans vouaient ces derniers à représenter l'avant-garde de la contestation des travailleurs urbains. Cela s'explique d'autant mieux que le monopole détenu par les compagnies nord-américaines sur la production bananière et le trafic ferroviaire et portuaire tendait à rejeter dans l'isolement les